

Table analytique

Les chiffres renvoient aux paragraphes

Introduction

La notion de dirigeant de société

Les dirigeants concernés	2
Les sociétés concernées	4

La place du dirigeant dans la société

La société anonyme à conseil d'administration	6
La société anonyme avec directoire	10
La société par actions simplifiée	12
La société par actions simplifiée unipersonnelle	13
La société à responsabilité limitée	14
L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	17
Les nouvelles tendances	18

Présentation générale du statut du dirigeant

La situation juridique : l'absence de réglementation homogène	
Les fondements du statut	21
Les caractéristiques du statut	24
L'opposabilité du statut : l'information des tiers	
Les formalités de publicité	36
Les conséquences du défaut de réalisation des formalités	46

La situation fiscale : la diversité des statuts

La fiscalité de la rémunération des dirigeants de société	51
La fiscalité des mécanismes de participation au capital	54
Les dirigeants et l'impôt de solidarité sur la fortune	55

La situation sociale : une classification dualiste

Distinction traditionnelle entre dirigeants salariés et non salariés	56
Les administrateurs et membres du conseil de surveillance	
Administrateurs	61
Membres du conseil de surveillance	62
Le président du conseil de surveillance	63
Assurance chômage	64
Cumul mandat et contrat	65

Statut juridique

1. L'accès aux fonctions

Les conditions générales d'accès aux fonctions

Les limitations tenant à la capacité	
La capacité professionnelle	204
La capacité juridique	207
La nationalité	212
Les interdictions résultant de condamnations	
Le code pénal	220
L'ordonnance du 6 mai 2005	221
La loi de sauvegarde des entreprises	226
Les incompatibilités résultant de l'exercice d'une autre activité	
Les incompatibilités résultant de l'exercice d'activités professionnelles	228
Les incompatibilités résultant de l'exercice de fonctions électives ou publiques	229
Les incompatibilités fondées sur l'indépendance des fonctions de nature différente dans la société	231

La nomination des administrateurs et des membres du conseil de surveillance

La composition du conseil d'administration et du conseil de surveillance	
Le principe général	236
Cas particulier des fusions de sociétés	237
Cas particulier de la révocation du président	238
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
Les conditions obligatoires prévues par la loi	240
Les conditions facultatives prévues par les statuts	250
Les modalités de nomination	
La nomination lors de la constitution de la société	256
La nomination au cours de la vie sociale	258

	§§
La nomination du président	270
Les irrégularités de nomination	271
La durée d'exercice des fonctions	
La durée des fonctions	274
La computation du délai	278
Le représentant permanent d'une personne morale	
La désignation	281
La situation personnelle du représentant permanent	286
Le rôle du représentant permanent	287
La double responsabilité : personne morale et représentant permanent ..	288
Les administrateurs représentant les salariés	
Les administrateurs salariés non actionnaires	291
Les administrateurs salariés actionnaires	293
La nomination des organes de direction dans la société anonyme à conseil d'administration	
Le président du conseil d'administration	
La fonction	301
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	302
Les modalités de nomination	309
La durée des fonctions	310
Le renouvellement des fonctions	311
Le directeur général	
La fonction	312
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	313
Les modalités de nomination	319
La durée des fonctions	320
Le P-DG	
Les conditions particulières d'accès	321
Les modalités de nomination	322
La durée des fonctions	323
Le directeur général délégué	
La fonction	324
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	327
Les modalités de nomination	331
La durée des fonctions	332
L'administrateur délégué	
Les conditions de nomination	335
La durée des fonctions	336
Le président d'honneur, le vice-président	337
La nomination de l'organe de direction dans la société anonyme à directoire	
La composition du directoire	
Le directoire, organe collégial	339
Le directeur général unique	341

Les conditions particulières d'accès aux fonctions	342
Les modalités de nomination	
La nomination des membres du directoire	343
La nomination du président du directoire et des directeurs généraux	346
La durée d'exercice des fonctions	
Durée du mandat	348
La computation du délai	351
Le renouvellement	352
 <i>La nomination des organes de direction dans les SAS</i>	
L'organisation de la direction de la SAS	347
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
Personne physique ou personne morale	356
Nationalité	358
Limite d'âge	359
Limitation du nombre des mandats	360
Les modalités de nomination	361
La durée des fonctions	362
 <i>La nomination de l'organe de direction dans la SARL</i>	
La composition de la gérance	364
Les conditions particulières d'accès aux fonctions	
La condition impérative prévue par la loi	366
Les conditions facultatives prévues par les statuts	367
Les modalités de nomination	
La SARL pluripersonnelle	368
L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	372
La durée des fonctions	373
 2. Le cumul des fonctions de dirigeant avec un contrat de travail	
<i>L'intérêt pratique du cumul</i>	
L'intérêt du cumul dans les rapports avec la société	
L'indépendance des statuts	404
La fin de l'un ou l'autre statut	406
L'intérêt du cumul à l'égard de l'assurance chômage	409
Autres aspects du cumul	412

Les conditions du cumul prévues par le droit des sociétés

L'autorisation du cumul

Les administrateurs titulaires d'un contrat de travail avant leur nomination	415
Le P-DG ou le président du conseil d'administration	425
Les membres du directoire	426
Les membres du conseil de surveillance	427

L'interdiction du cumul : les administrateurs en fonction	431
--	------------

L'absence de réglementation légale

Le gérant de SARL	434
Le directeur général et les directeurs généraux délégués	435
Les dirigeants de SAS	436

Les conditions du cumul et le droit du travail

L'analyse des règles

L'exercice effectif d'une activité professionnelle spécifique	441
Le lien de subordination	442

L'application des règles

Les modalités d'exercice des fonctions	453
L'ampleur des pouvoirs	459
La participation au capital	461

La suspension automatique du contrat de travail

Les obligations des parties au contrat de travail	463
La fin de la suspension	464
Le calcul de l'indemnité de licenciement	465

Le contrat de travail dans les groupes

Le cumul d'un contrat de travail dans une société et d'un mandat social dans une autre	466
L'exercice d'un mandat social au travers d'un contrat de travail	468

Les mesures préventives pour bénéficier du statut de salarié

La définition de l'emploi salarié

Le contrat de travail	474
La rémunération	477

La définition des fonctions sociales

La limitation des pouvoirs	478
La rémunération	479

L'appréciation de la situation : le « rescrit ASSEDIC »	480
--	------------

3. Les pouvoirs

Les pouvoirs du dirigeant au sein de la société

La société anonyme

Les pouvoirs des différents organes sociaux	503
---	-----

	§§
Les pouvoirs individuels des dirigeants membres d'un organe collégial ...	525
Les pouvoirs individuels des membres du directoire	534
Les pouvoirs individuels des membres du conseil de surveillance	535
La société par actions simplifiée	
La répartition légale des pouvoirs	537
La répartition des pouvoirs dans les statuts	539
Le président, les directeurs généraux et directeurs généraux délégués	540
Les autres dirigeants	541
La société à responsabilité limitée	
La répartition légale des pouvoirs	543

Les pouvoirs du dirigeant à l'égard des tiers

Les dirigeants ayant le pouvoir de contracter avec les tiers	
La société anonyme à conseil d'administration	548
La société anonyme à directoire	553
La SAS	555
La société à responsabilité limitée	556
L'étendue du pouvoir de contracter avec les tiers	
Le principe général : la plénitude des pouvoirs	562
Les restrictions de pouvoirs prévues par la loi	568

Les délégations de pouvoirs

Les conditions de validité	
Conditions générales	595
Délégations particulières	597
La durée de la délégation	598
Les effets des délégations	
Délégation irrégulière - Actes dépassant la délégation	600
Délégation régulière	601
Subdélégation de pouvoirs	602

4. Les opérations réalisées avec la société : les « conventions »

Les différentes catégories de conventions

Les conventions interdites	
La nature des opérations interdites	633
La portée de l'interdiction	636
Les personnes concernées	637
Les sanctions	638
La responsabilité du dirigeant	641
Les conventions libres	
La notion d'opérations courantes	643
La notion de conditions normales	645
L'obligation de communication	646

Les conventions réglementées

La notion de convention réglementée	648
Les opérations soumises à une procédure spéciale	650

Les personnes concernées

Les dirigeants personnellement concernés	652
Les personnes liées au dirigeant	657
Les entreprises ayant des dirigeants communs	661
Les opérations financières avec des personnes morales associées	663

La procédure applicable aux conventions réglementées**La société anonyme**

L'intervention du conseil	666
L'intervention de l'assemblée générale	677

La société par actions simplifiée	679
--	-----

La société par actions simplifiée unipersonnelle	680
---	-----

La société à responsabilité limitée

La procédure préalable à l'assemblée générale	682
L'intervention de l'assemblée générale	684

L'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	686
---	-----

Les effets des conventions**Les effets en cas de respect de la procédure**

La société anonyme	689
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée ..	692

Les effets en cas de non-respect de la procédure

La société anonyme	693
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée	706
Principes communs : la responsabilité personnelle du dirigeant	707

5. La rémunération**La rémunération des fonctions d'administration
ou de surveillance****Les jetons de présence**

La nature de la rémunération	733
Les modalités d'attribution	735
Les sanctions d'une attribution irrégulière	741

Les rémunérations pour missions et mandats

Le principe général	743
La rémunération du président du conseil d'administration	745
La rémunération du président et du vice-président du conseil de surveillance	746

La rémunération des fonctions de direction

La société anonyme à conseil d'administration	
La compétence du conseil d'administration	750
Le mode de rémunération	752
La preuve de la décision	753
La rémunération et la notion de convention	754
La société anonyme à directoire	
La compétence du conseil de surveillance	757
Le mode de rémunération	758
La rémunération et la notion de convention	759
La société par actions simplifiée : les dirigeants	760
La société à responsabilité limitée : le gérant	
Les modalités d'attribution	762
La rémunération et la notion de convention	764
Le contrôle judiciaire des rémunérations	766

La rémunération dans le cadre d'un contrat de travail

Le salaire initial	
Le contrat de travail est antérieur aux fonctions sociales	768
Le contrat de travail est conclu pendant l'exercice des fonctions sociales	770
La modification du salaire	771

Les rémunérations indirectes ou accessoires

L'interdiction des rémunérations complémentaires	773
Les avantages en nature	776
Les remboursements de frais	
La société anonyme	778
La société par actions simplifiée et la société à responsabilité limitée ..	779

Les prestations postérieures à l'exercice des fonctions

Les indemnités de départ	
L'indemnité de départ dans le cadre du mandat social et du droit des sociétés	782
L'indemnité de licenciement dans le cadre du contrat de travail	785
Les pensions de retraite	
La pension complément de rémunération	787
La pension convention réglementée	788
La suppression de la pension	790

La rémunération compensant un prix de cession de titres	
Le problème pratique	791
Les risques	792

L'acquisition privilégiée d'actions

Les stock options	
Le champ d'application	800
La procédure	803
L'information	805
Les bons de créateur d'entreprise	806
L'attribution gratuite d'actions	
Le champ d'application	809
La procédure	810
L'information	813

6. La cessation des fonctions

La cessation des fonctions du fait du dirigeant

La cessation d'office des fonctions	
L'atteinte à la capacité d'exercice	833
Les événements qui affectent la personne du dirigeant	834
La cessation des fonctions par la volonté du dirigeant	
La démission volontaire	836
La démission forcée	841

La cessation des fonctions du fait de la société

La suppression de la fonction	843
La révocation par les organes sociaux	
La révocation discrétionnaire	846
La révocation « contrôlée »	859
La révocation des dirigeants de SAS	875
La révocation judiciaire	
L'intervention du juge prévue par la loi	880
L'intervention du juge en l'absence de dispositions légales	881
Les conséquences accessoires de la cessation des fonctions en matière de non-concurrence	
La clause de non-concurrence	884
La concurrence déloyale	887
La remise en cause de certains contrats	888

Statut fiscal

1. La rémunération du dirigeant

Les rémunérations assimilées à un salaire

Les dirigeants assimilés à des salariés	1003
La date d'appréhension du salaire	
Le paiement par chèque	1007
Le paiement par virement	1008
L'inscription en compte courant	1009
La comptabilisation en charges à payer	1013
La forme de la rémunération	1014
Les avantages en nature	
L'inscription en comptabilité sous une forme explicite	1018
Le relevé des frais généraux	1019
Les remboursements, indemnités et allocations pour frais	
Les remboursements de frais réels	1022
Les allocations forfaitaires pour frais	1023
Les indemnités de cessation des fonctions	1025
Les charges déductibles	
Les cotisations sociales	1027
Les intérêts d'emprunt	1028
Les frais professionnels	1030
La déduction pour paiement du passif social	1032

Les rémunérations assimilées à un revenu distribué

Les rémunérations exagérées	
Les éléments d'appréciation	1046
La procédure d'imposition	1049
Les rémunérations occultes	1050

Les jetons de présence

1051

Les rémunérations spéciales attribuées aux administrateurs et aux membres du conseil de surveillance

Les allocations spéciales versées aux membres des comités d'études	1055
Les rémunérations exceptionnelles attribuées pour certains mandats et missions particulières	1056

La rémunération spécifique versée au président et au vice-président du conseil de surveillance	1057
La rémunération des associés gérants de SARL ayant renoncé à l'impôt sur les sociétés	
Le rappel des principes	1058
Application à l'associé gérant d'une société à responsabilité limitée	
Le sort fiscal de la rémunération	1060
La déduction des frais professionnels	1061
Adhésion à un centre de gestion agréé	1062
Rémunérations résultant d'opérations patrimoniales entre le dirigeant et la société	
Les redevances de brevet versées par la société au dirigeant ...	1063
Les prêts consentis à la société : les comptes courants	
Les intérêts des prêts	1064
Les cessions de comptes courants	1072
Les commissions de caution	1073
Renonciation à revenu et abandon de créances	1074

2. Avantages résultant d'une participation au capital de l'entreprise

Attribution gratuite d'actions aux salariés

Un nouveau dispositif de développement de l'actionariat	1101
Procédure d'attribution	1102
Dispositif pouvant être mis en œuvre par des sociétés étrangères	
	1104
Traitement fiscal du salarié bénéficiaire	
« Gain » d'acquisition	1105
Plus-value de cession des actions gratuites	1106
Cotisations sociales	1107

Stock options

Rappel des modalités d'attribution	1109
Régime du rabais	
Au regard de l'impôt sur le revenu	1110
Au regard des prélèvements sociaux additionnels	1111
Au regard des cotisations sociales	1112

Régime de l'avantage (plus-value d'acquisition)	
Délai d'indisponibilité	1113
Au regard de l'impôt sur le revenu	1115
Prélèvements sociaux additionnels	1121
Cotisations sociales	1122
Imposition de la plus-value de cession	
Plus-value imposable	1123
Modalités d'imputation des pertes	1124

Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)

Qui peut émettre des bons ?	1126
Imposition du bénéficiaire lors de la cession des titres	
Plus-value	1127
Obligations déclaratives	1128

3. L'impôt de solidarité sur la fortune

Les principes généraux

Les redevables	1201
L'assiette de l'impôt	1202
Le calcul de l'impôt	1204

Les biens professionnels exonérés

Entreprises individuelles et parts de sociétés de personnes	1206
Parts ou actions de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés	
Conditions générales d'exonération	1209
Montant de l'exonération	1216
Sociétés holding	
Société holding animatrice de groupe	1219
Société holding passive « interposée »	1221
Cas particuliers	
Sociétés civiles immobilières	1222
Rachat d'entreprise par les salariés	1223
Comptes courants d'associés	1224
Le dirigeant retraité	
Sa situation	1225
Les solutions possibles	1226

Les titres compris dans un pacte fiscal

Présentation générale	1233
Conditions liées à l'activité de la société	1234

	<u>§§</u>
Conditions liées à la signature d'un pacte d'actionnaires	1235
Condition liée à la présence d'un dirigeant parmi les signataires	1236
Non-respect de l'engagement	1237
 <i>Exonération partielle des titres détenus par les salariés et dirigeants en activité ou retraités</i>	
Personnes concernées	
Salariés ou mandataires sociaux	1239
Anciens salariés ou mandataires sociaux retraités.....	1240
Conditions d'exonération	
Activité principale exercée dans la société	1241
Conservation des titres pendant six ans	1242
Titres concernés	
Titres détenus directement dans une ou plusieurs sociétés	1243
Titres détenus par l'intermédiaire d'une société interposée	1244
Cas particuliers	1245

4. Plus-values réalisées par les dirigeants prenant leur retraite

Le dirigeant doit satisfaire aux conditions prévues pour l'application du régime général

Nature des cessions ouvrant droit à l'abattement	1252
Conditions exigées des sociétés émettrices	1254
La détention des titres doit être continue	1256
Les modalités de calcul de la durée de détention des titres	
Durée décomptée par année civile	1257
Cession de titres ou droits acquis à des dates différentes	1258

Les modalités d'application de l'abattement

Abattement appliqué sur la plus-value	1259
Moins-value	1260
Les conditions à remplir par les dirigeants pour pouvoir bénéficier du régime de faveur	
La société dont les titres sont cédés doit être une PME	1261
La cession doit porter sur une quotité minimale de titres	1262
Le cédant doit avoir la qualité de dirigeant	1263

Le cédant doit avoir détenu une partie significative du capital de la société	1264
Le dirigeant doit cesser de diriger l'entreprise	1265
Les cessions réalisées conjointement par les membres du groupe familial ou les cofondateurs	1266

Statut social

1. La situation sociale des dirigeants salariés

Dirigeants affiliés au régime général de sécurité sociale

Les fondements légaux	1450
L'affiliation au régime général implique une rémunération	1451
Les fonctions conférant le statut de salarié	
Les dirigeants de société anonyme et de SAS	1453
Les dirigeants de SARL	1456
Les conséquences attachées à la qualité d'ancien dirigeant	1461

La rémunération

Le salaire	1500
Les compléments de salaire	1501
Respecter le SMIC	1502
Les jetons de présence	1505

Les clauses particulières du contrat de travail

Pendant l'exercice des fonctions	
La clause d'exclusivité	1507
La clause de confidentialité ou de discrétion	1508
Après la rupture du contrat	
La clause de non-concurrence	1509
La clause « parachute » ou « golden parachute »	1510

Les cotisations sociales

L'assiette des cotisations	
Les dispositions générales	1511
L'assiette minimale	1512
Les avantages en nature	
Certains peuvent être évalués forfaitairement	1513
Mise à disposition d'un véhicule	1514

Les frais professionnels	1515
Le plafond de la sécurité sociale	1518
Les exonérations de cotisations	
La réduction de cotisations « Fillon »	1519
Les contributions finançant retraite et prévoyance	1520
Le paiement des cotisations	
Exigibilité des cotisations	1521
Le versement des cotisations	1522
Les déclarations sociales	1523
 <i>La protection sociale du dirigeant « salarié »</i>	
Pendant la période d'activité	
La prévoyance du régime de base	1526
Les garanties en cas de perte d'emploi (chômage)	1533
En retraite	
La constitution de la retraite	1540
Les régimes de base obligatoires	1542
Les régimes surcomplémentaires	1550
Les prestations de retraite	
Les retraites des régimes obligatoires : les modalités d'attribution	1559
Les rentes ou pensions allouées par la société	1567
 <i>Les avantages résultant d'une participation aux résultats de l'entreprise</i>	
Conditions générales d'application des régimes de participation aux mandataires sociaux	1569
La participation aux résultats	
Le régime applicable	1570
Avantages attachés au dispositif	1571
Le régime de l'intéressement	
Règles générales	1572
Avantages attachés au dispositif	1573
Les plans d'épargne d'entreprise	
Règles générales	1574
Avantages attachés au dispositif	1575
Le plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO)	1576
 <i>La cessation de fonctions : régime des indemnités de rupture</i>	
Mandataires et dirigeants	1577
Cessation forcée du mandat social	1578
Cessation volontaire du mandat	1579

Titulaires d'un contrat de travail

Indemnité de licenciement	1581
Indemnité de congés payés, de préavis	1582
Démission	1583
Domages-intérêts octroyés par le juge	1584
Mise en invalidité	1585
Non-concurrence	1586
Départ en retraite	1587
Mise à la retraite	1588

2. La situation sociale des dirigeants non salariés**Les dirigeants concernés****Le gérant majoritaire de SARL**

La qualification de gérant majoritaire	1752
Indifférence de la qualité d'associé pour les gérants	1760
Associés non gérants sans activité dans la SARL	1761

Le gérant d'EURL et l'associé unique

Associé unique d'EURL gérant ou non gérant	1763
Gérant non associé d'EURL	1765

La SARL de famille	1767
---------------------------------	------

Les cotisations

Régimes de cotisation, régime social unique	1801
--	------

L'assiette des cotisations	1802
---	------

Le calcul des cotisations

Calcul en deux temps	1803
Les cotisations de début d'activité	1804
La variation des revenus	1805
Assurés au régime de la microentreprise	1806

Taux des cotisations

Assurance maladie	1807
URSSAF	1808
Assurance vieillesse	1809
Invalidité, décès	1810
Le paiement des cotisations	1811

Les exonérations de cotisations

Création, reprise d'entreprise	1812
Zone de redynamisation urbaine ou zone franche urbaine	1813

La protection sociale

Assurance maladie	1814
La maternité	1815
L'invalidité décès	1817
Assurance vieillesse	1819

Le statut du biactif : salarié et non-salarié

Le dirigeant perçoit des revenus pour chaque activité	1823
Le dirigeant ne perçoit pas de revenus pour son activité non salariée accessoire	
Assurance maladie et allocations familiales	1825
Régimes de retraite	1826

*Responsabilité civile - Responsabilité pénale***1. Les principes généraux****Les différents aspects de la responsabilité**

Notions générales sur la responsabilité civile	
Les composantes de la responsabilité civile	2004
Le double objet de la responsabilité civile	2009
Notions générales sur la responsabilité pénale	
Les différents textes instituant une incrimination	2012
Les éléments constitutifs de l'infraction	2014
Le dirigeant social auteur de l'infraction	2021
La personne morale auteur de l'infraction	2036

Les moyens de protection du dirigeant

La responsabilité pénale et la délégation de pouvoirs	
Le domaine	2046
Les différents types de délégation	2048
Les formes de l'acte de délégation	2049
Les conditions de la délégation	2050
Les effets de la délégation	2054
La responsabilité civile et l'assurance	
La souscription du contrat	2058
Les risques assurés	2059
Le fonctionnement de la garantie	2061

L'exercice de l'action en responsabilité

L'action civile devant les juridictions civiles	
L'action exercée par la société ou un associé	2064
L'action exercée par un tiers	2065
L'action publique devant la juridiction pénale	2066
L'action civile devant la juridiction pénale	
La nécessité d'un préjudice direct et personnel	2068

La mise en œuvre de l'action civile	2070
Le succès de l'action civile	2071

2. La responsabilité pécuniaire

La responsabilité civile

La responsabilité civile à l'égard de la société et des associés	
La faute du dirigeant	2103
Le préjudice et le lien de causalité.....	2117
Les dirigeants	2118
Les différents types d'actions en responsabilité	2130
Le régime des actions en responsabilité	2142
La responsabilité civile à l'égard des tiers	
La faute séparable	2148
Le non-cumul des responsabilités	2150

La responsabilité en matière fiscale

Les causes de la responsabilité du dirigeant	2152
Le dirigeant ne doit pas être tenu au paiement des dettes sociales en application d'une autre disposition	2155
La procédure applicable	2156
La mise en œuvre de la responsabilité solidaire	2157

3. La responsabilité pénale

Les infractions de droit commun

L'escroquerie	
Le délit	2201
La répression	2202
Le faux	
Le délit	2203
La répression	2205

Les infractions du droit de l'entreprise

La facturation irrégulière	
Le délit	2206
La répression	2207
La publicité mensongère	
Le délit	2208
La répression	2209

Les infractions du droit des sociétés

L'abus de biens sociaux	
Le délit	2213
La répression	2221
Les comptes sociaux infidèles	
Le délit	2227
La répression	2231

4. La responsabilité en cas de cessation des paiements de la société

La responsabilité pécuniaire

L'action en comblement de passif	
Les conditions d'application de l'action	2308
Les effets de la condamnation	2313
L'obligation aux dettes de la société	
Les conditions d'application	2318
Les effets de la condamnation	2320
Les conditions communes à l'application de la responsabilité pécuniaire	
La notion de dirigeant	2322
La procédure	2330

Les sanctions professionnelles et civiques

Les conditions d'application	
Le prolongement de la responsabilité pécuniaire	2337
Les agissements spécifiques	2338
Les différentes sanctions	
La faillite personnelle	2344
Les interdictions spéciales	2346
Les restrictions aux prérogatives d'associés	2347
Les modalités d'application	
La durée d'application	2351
La violation des déchéances et interdictions	2353

La responsabilité pénale

La banqueroute	
Les faits constitutifs de banqueroute	2356
Les peines applicables	2361
Les autres infractions	2365
Les règles de procédure	2366